



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service SPP – MTEM - service publicité

Courriel : ddtm-pub@var.gouv.fr

Toulon le, **26 SEP. 2023**

Le directeur départemental des
territoires et de la mer

à

Monsieur le Maire de Lorgues

Monsieur le Maire,

Par délibération du 30 juin 2023, le conseil municipal de Lorgues a arrêté le projet de règlement local de publicité (RLP).

En application des articles L. 581-14-1 du code de l'environnement et L. 153-16 du code de l'urbanisme, vous m'avez transmis pour avis ce projet le 10 juillet 2023, date de réception en préfecture.

La commune de Lorgues ne dispose pas d'un RLP. La commune étant compétente en matière d'élaboration du plan local d'urbanisme, elle est compétente pour élaborer son RLP.

La commune de Lorgues compte 9589 habitants au dernier recensement de population, et ne fait pas partie d'une unité urbaine de plus 100 000 habitants. En matière de publicité, les dispositions qui s'appliquent en l'absence de règlement local de publicité sont, dans toutes les parties agglomérées de la commune, celles relatives aux agglomérations de moins de 10 000 habitants.

La délibération du conseil municipal du 25 septembre 2020 prescrivant le RLP annonçait les objectifs suivants :

- préserver et améliorer le cadre de vie et la qualité des paysages de la commune en limitant et en réglementant les implantations de dispositifs publicitaires, enseignes et préenseignes, mais aussi favoriser leur harmonie et leur cohérence,
- protéger l'image du territoire en tenant compte du patrimoine bâti et naturel, et notamment le castrum et le centre-ville par une réflexion sur la place des enseignes ,

- préserver les zones peu touchées par la pression publicitaire comme les zones résidentielles ou les quartiers pavillonnaires,
- protéger les entrées de ville, première image du territoire et l'ensemble des axes structurants, plus particulièrement la RD10 et la RD 562, notamment en matière de publicités et préenseignes.

Analyse des éléments du projet de RLP

Le dossier du projet arrêté est composé d'un rapport de présentation s'appuyant sur un diagnostic, du règlement et ses annexes (arrêté des limites d'agglomération, plan du zonage des limites d'agglomération, des documents graphiques plan général et plan zoom et de l'extrait du règlement de voirie) ainsi que du bilan de la concertation et de la délibération de la prescription d'élaboration du RLP. Il est accompagné de la délibération du 30 juin 2023 arrêtant le projet du RLP.

Rapport de présentation

Le diagnostic sur lequel s'appuie le rapport de présentation est complet et précis, et identifie parfaitement les enjeux paysagers à prendre en compte.

Orientations

Les orientations retenues sont claires et répondent aux objectifs annoncés par la commune dans la délibération prescrivant la révision de son RLP.

Zonage

Cinq zones sont délimitées sur le territoire communal, pour lesquelles des règles sont édictées en matière de publicité et d'enseignes, plus restrictives que la règle nationale. Une cinquième zone représente le reste du territoire et en particulier les secteurs situés hors agglomération dans lesquels la publicité est interdite (hors préenseignes dérogatoires).

Les zones délimitées correspondent à des entités définies : le centre village historique, le centre-ville élargi, les espaces économiques, les quartiers résidentiels, et les secteurs hors agglomération.

Choix retenus

Les choix retenus en matière de publicité reprennent les points soulevés dans le rapport de présentation et l'analyse des dispositifs en place. Ils visent à réduire la publicité de façon importante et sont cohérents avec les orientations annoncées.

Règlement

Le plan du règlement est clair : il comprend en préambule la portée du règlement et la délimitation des zones de publicité, suivi des dispositions applicables aux publicités et préenseignes à l'ensemble des zones et pour chaque zone et des dispositions applicables aux enseignes. Un lexique de termes utilisés dans ce document complète le règlement.

Par dérogation à l'article L. 581-8 du code de l'environnement, le RLP introduit en agglomération la publicité sur mobilier urbain uniquement dans le centre ville élargi (ZP2), dans les secteurs économiques (ZP3), et dans les quartiers résidentiels (ZP4) sur les abris voyageurs, d'un format de 2 m². Dans le centre historique (ZP1) la publicité sur mobilier urbain est interdite.

La publicité numérique est interdite sur tout le territoire. Cette interdiction s'applique aussi à la publicité sur mobilier urbain ce qui contribue à la réduction de la pollution lumineuse. Seule la publicité lumineuse éclairée par projection ou transparence est admise.

Une plage d'extinction d'horaire réduite est prévue de 23 h à 7 h pour les publicités et enseignes lumineuses sauf en cas d'activité nocturne. Cette plage d'extinction pourrait être élargie et débuter à 22 heures sans nuire aux activités du territoire, favorisant ainsi à réduire l'impact sur l'environnement et le cadre de vie.

Partie 3 : dispositions applicables aux enseignes

Article E1. Dispositions applicables à la ZP1 - le centre historique et ZP2 - le centre-ville élargi
article E1.6 – Enseigne apposée directement sur le sol

Le contenu de cet article laisse à penser que les dispositifs visés ici sont situés sur le domaine public, au droit des commerces.

Si ces dispositifs ne sont donc pas installés sur le lieu de l'activité, ils ne constituent pas des enseignes, mais des préenseignes, soumises aux règles de la publicité et interdites au sol dans cette commune de moins de 10 000 habitants.

Ces dispositions sont illégales et devront être retirées.

Annexes

Document graphique et limites d'agglomération

Le plan de zonage fourni dans le dossier dématérialisé est d'un format approprié pour en permettre une étude précise. Le plan de zonage est bien adapté à la géographie et aux enjeux du territoire.

L'arrêté du maire du 6 novembre 2013 fixant ces limites est accompagné d'un schéma du service gestion de la route.

Bilan de la concertation

Le bilan de la concertation a été dressé à l'occasion de l'arrêt du projet de règlement local de publicité et figure dans le dossier transmis. Il devra être joint à l'enquête publique.

Les modalités de la concertation, telles qu'elles avaient été définies dans la délibération de prescription de l'élaboration du RLP du 25 septembre 2020 ont été accomplies, ainsi que la publication de la mise en ligne du dossier sur le site Internet de la commune.

Les choix retenus en matière de publicité sont ambitieux et visent à réduire la publicité de façon importante. Le règlement est clair et devrait permettre une application efficace des dispositions.

Le projet de règlement local de publicité de la commune de Lorgues prévoit des prescriptions claires et simples à appliquer. Le zonage reproduit les différentes entités identifiées sur le territoire communal et reflète la prise en compte des enjeux paysagers du territoire qui ont été analysés.

Au vu des éléments apportés dans votre projet, et à la qualité de la démarche, j'émetts un avis favorable au projet de règlement local de publicité arrêté par votre commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
La cheffe de service planifications et prospective par intérim,
Laetitia Coudert

